Nicolas Duvoux (Université Paris 8 – Président du CNLE)

Pauvretés et inégalités Présentes et à venir

Cursica Pruspettiva 2050
25 Février 2025
Bastia

Plan de l'intervention

Rappels sur les définitions et les réalités de la pauvreté

• Que nous apprend le ressenti de la pauvreté?

 Se tourner vers l'avenir : pauvreté et impact social de la transition écologique

Les principales approches pour mesurer la pauvreté

Tableau: Vie-publique.fr / DILA • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

Absolue	Relative	En conditions de vie	Via un baromètre d'opinion	Institutionnelle
Seuil monétaire absolu Ou Seuil défini à partir d'un panier de bien	Seuil monétaire (exemple : 60% du revenu médian)	Via un indicateur composite de privation matérielle et sociale)	Sentiment subjectif de pauvreté et d'insécurité sociale durable	L'action publique via les prestations sociales

Variation par statut d'activité

Taux de pauvreté par statut d'activité en 2022

	en %
Statut d'activité	Taux de pauvreté
Salariés	6,1
Indépendants	18,3
Chômeurs	35,3
Retraités	10,8
Autres inactifs	33,4
Enfants ¹	20,4
Ensemble	14,4

1. Toutes les personnes de moins de 18 ans sont considérées comme enfant quelle que soit leur occupation. Note : taux de pauvreté au seuil de 60 %.

ecture : en 2022, 6,1 % des salariés vivent sous le seuil de pauvreté monétaire.

Variation par composition familiale

Taux de pauvreté¹ par configuration familiale en 2022

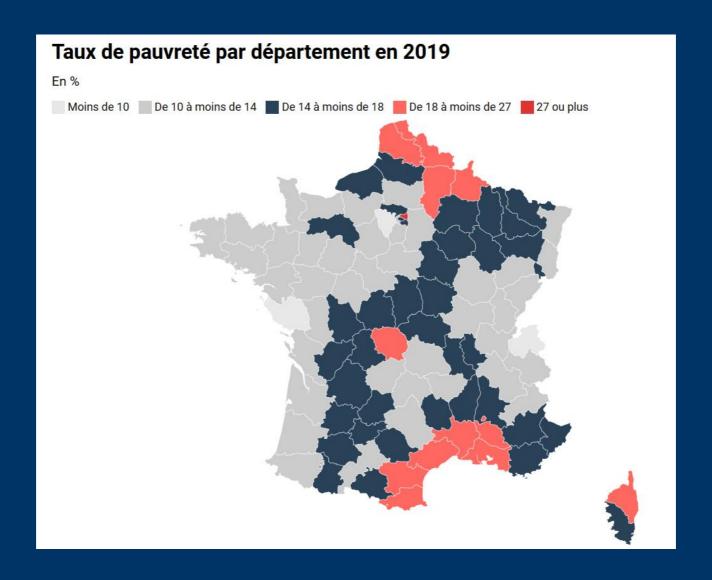
en %

Configuration familiale	Taux de pauvreté
La personne de référence du ménage a moins de 65 ans	15,4
Personnes seules	19,5
Familles monoparentales	31,4
Couples sans enfant	6,6
Couples avec un ou deux enfants	8,5
Couples avec trois enfants ou plus	24,6
La personne de référence du ménage a 65 ans ou plus	11,1
Personnes seules ou familles monoparentales	18,8
Couples	6,4
Ensemble	14,4

1. Au seuil de 60 %.

Lecture : en 2022, 19,5 % des personnes seules de moins de 65 ans vivent sous le seuil de pauvreté monétaire. Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un logement ordinaire et dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Variations territoriales



Variations territoriales

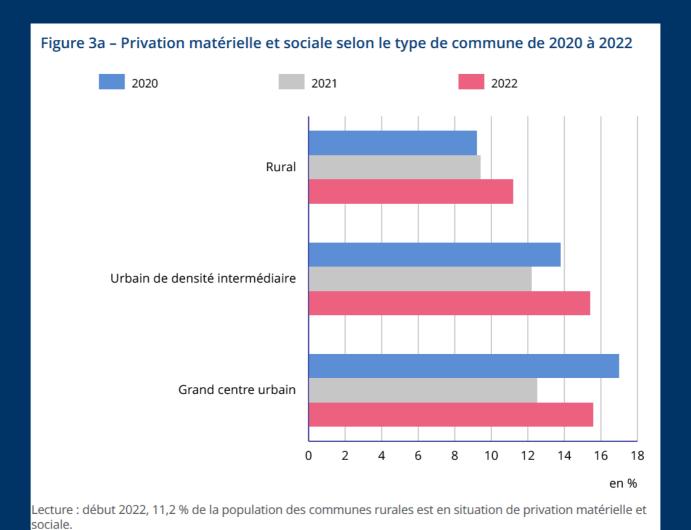
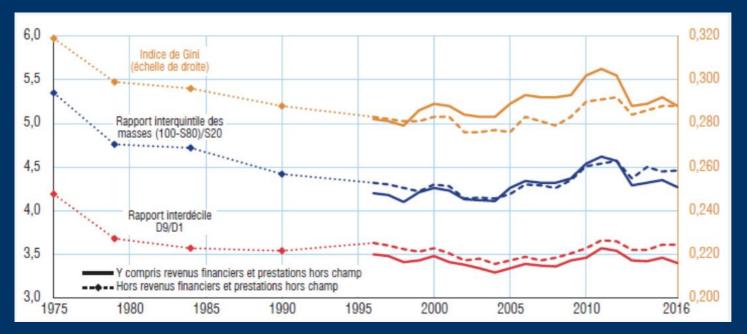


Figure 4 – Sentiment d'exclusion selon la privation matérielle et sociale en 2022 Ne sait pas ou refuse de répondre Tout à fait d'accord D'accord Ni d'accord ni pas d'accord Pas d'accord Pas du tout d'accord en % 100 80 60 40 20 Situation de privation Pas en situation de Ensemble matérielle et sociale privation matérielle et sociale

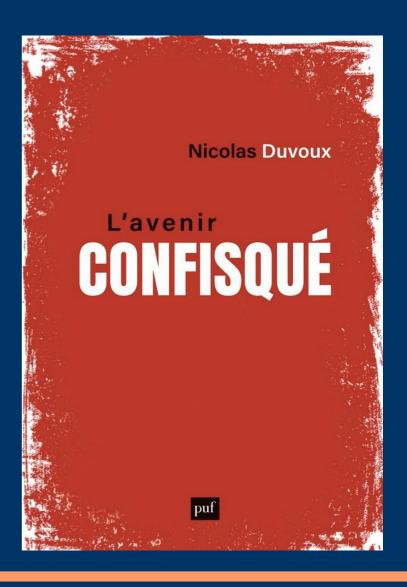
Note : le sentiment de bien-être est évalué à partir de la question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation "Je me sens exclu(e) de la société" ? Veuillez considérer votre vie sociale, votre travail et votre accès aux services publics. »



Inégalités de niveau de vie, France, Insee, 2019



L'avenir confisqué : inégalités de temps vécu, classes sociales et patrimoine (Puf, 2023)



La thèse

- 2 principes d'analyse
 - Subjectivité : considérer que les variables subjectives procurent une information spécifique sur *la position sociale*;
 - Temporalité : Intérêt d'un raisonnement dynamique, formulé en termes d'insécurité sociale plutôt que d'inégalités.

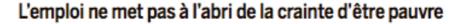
L'horizon de projection subjective dans l'avenir, mis en relation avec les conditions matérielles d'existence, procure une information synthétique sur la position sociale. Aucun expert ne sait comment va votre vie, ou si votre univers est circonscrit par la douleur. Négliger ce que ressentent les gens serait une erreur, même si cette erreur a été commise pendant des siècles par la pratique médicale (et par les économistes).

(Anne Case et Angus Deaton, Morts de désespoir. L'Avenir du capitalisme)

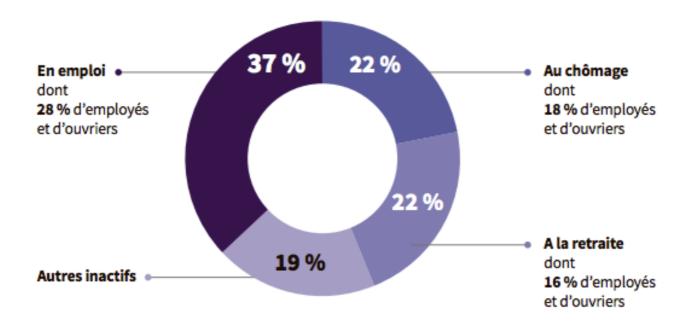
S'il faut donc toujours hiérarchiser les opinions qui engagent l'avenir selon leur modalité, depuis la rêverie jusqu'au projet enraciné dans la conduite présente, il faut se garder d'oublier que le degré d'engagement dans l'opinion formulée est fonction du degré d'accessibilité de l'avenir visé : or cet avenir est plus ou moins accessible selon les conditions matérielles d'existence et le statut social de chaque individu et selon le domaine de l'existence qui se trouve engagé.

(Pierre Bourdieu, Travail et travailleurs en Algérie)

La pauvreté subjective : un continuum d'insécurité sociale (classes populaires – pauvres)



RÉPARTITION PAR SITUATION D'EMPLOI DES PERSONNES SE DÉCLARANT PAUVRES



Lecture : 37 % des personnes qui se déclarent pauvres disposent d'un emploi. 28 % des personnes qui se déclarent pauvres sont ouvriers ou employés en emploi.

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine qui se déclarent pauvres.

SOURCE: BAROMÈTRE DE LA DREES, 2005-2017

Source: Duvoux, Papuchon, 2018 (Baromètre DREES 2015-17)

Effet d'interaction avec le statut d'occupation du logement

Taux de pauvreté subjective	Retraités	Non retraités
Propriétaires	3 %	5 %
Non propriétaires	21%	20 %
Ensemble	9 %	14 %

Source: Duvoux, Papuchon, 2018 (Baromètre DREES 2015-17)

Le Conseil National des Politiques de Lutte contre la Pauvreté et l'Excluion (CNLE)

- Un Conseil consultatif et représentatif placé auprès du Premier ministre
- Un « laboratoire » de la participation (32 des 64 membres) sont des personnes concernées par la pauvreté ou la précarité
- Avec un Comité scientifique (présidé par Muriel Pucci (Paris 1) et dirigé par Michèle Lelièvre (DGCS))

Lutte contre la pauvreté : « faire avec » plutôt que « pour » les personnes concernées

La participation citoyenne des personnes pauvres à diverses instances se développe, qu'il s'agisse d'élaborer les politiques publiques, de faire de la recherche ou de former les travailleurs sociaux. Aide alimentaire aux sans-abri, contraception gratuite... Elle permet de fournir des avis plus concrets et plus précis.



Personnes en situation de pauvreté, associations, chercheurs, administrations, statistique publique, élus, syndicats et patronat, collectivités, etc.

Confronter expertise et expérience : une action écologique entre inéquité et indécence

- Les risques particulièrement importants d'une tarification carbone pour les ménages à bas revenus, susceptible d'engendrer un accroissement des inégalités entre ménages riches et ménages modestes.
- Ce risque est lié au <u>poids des principales dépenses contraintes (logement et charges)</u> ou peu compressibles au sens de l'INSEE (transports surtout)
- « Le taux d'effort énergétique, défini comme la part de la facture énergétique dans le revenu du ménage, décroît avec le décile » de revenu.
- Le rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État annexé au projet de loi des finances 2021 montre que le taux d'effort de la fiscalité énergétique des ménages du premier quintile s'élève à 4,5 % de leur revenu total contre 1,3 % en moyenne pour les ménages du dernier quintile.
- Le rapport Pisani-Ferry 2023 pointe ainsi qu'« une hausse des prix des énergies de logement et de transport va peser davantage, en proportion de leur budget, sur les ménages les plus modestes, ainsi que sur les ménages intermédiaires très dépendants de la voiture étant donné leur lieu d'habitation, et nettement moins sur les ménages les plus aisés ».

Confronter expertise et expérience : une action écologique entre inéquité et indécence

Encadré 9 : Témoignages des membres du 5ème collège du CNLE

Plus que pour d'autres catégories de la population, l'anxiété générée par les risques environnementaux et climatiques, ainsi que par les mesures visant à assurer la transition écologique peuvent être vécues comme insupportables, se cumulant aux incertitudes quotidiennes déjà fortes, qui peuvent amener à les « mettre de côté » :

« J'ai le sentiment qu'une inquiétude en chasse une autre. L'inquiétude du quotidien et des fins de mois laisse en effet peu de place pour le climat et la planète » (Une personne membre du 5ème collège du CNLE).

Encadré 10: Témoignages des membres du 5e collège du CNLE

Les trois témoignages suivants reflètent les nombreuses interventions des personnes membres du 5ème collège du CNLE qui pointent la manière dont les prescriptions écologiques participent d'un sentiment humiliant d'infantilisation pour les personnes pauvres.

« En ce qui concerne les nudges, j'ai compris qu'il s'agit d'incitations très infantilisantes, ce qui n'est pas acceptable. Si nous trions nos déchets, c'est parce que nous avons été éduqués ainsi. J'ai 30 ans et ma scolarité intégrait cette éducation au tri des déchets, devenue une valeur ancrée en moi. Les nudges sont certes nécessaires pour certaines personnes, mais sont ridicules » (Une personne membre du 5ème collège du CNLE).

« Bravo pour cette intervention. Outre le sablier, je recommande de fredonner une chanson pour limiter le temps de la douche (référence faite à un nudge pour la douche). Le fait que les mairies ou centres commerciaux chauffent leurs bâtiments à plein régime me fait tiquer sachant que nous sommes soumis à la taxe carbone de la même façon » (Une personne membre du 5ème collège du CNLE).

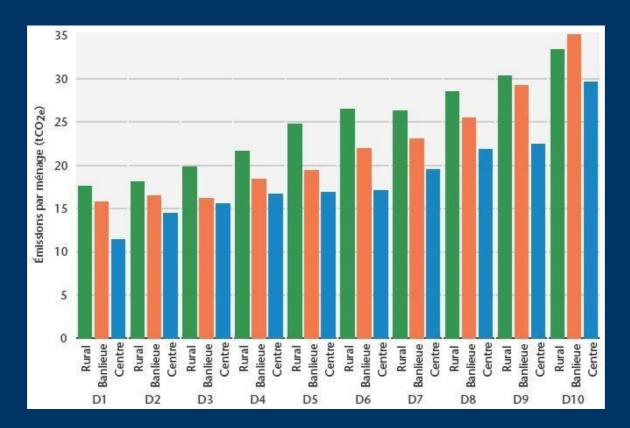
« Je trouve indécent que la tour Montparnasse demeure allumée toute fa nuit. Les ateliers de sensibilisation sont peut-être pertinents pour les personnes qui viennent d'arriver en France. À titre personnel, je n'apprécierais pas qu'ils me soient proposés. Je ne supporte pas l'infantilisation des populations précaires alors que certaines personnes aisées jettent leurs déchets par terre » (Une personne membre du 5ème collège du CNLE).

L'impasse de la responsabilisation des plus modestes

- Les catégories populaires et modestes sont sobres mais contraintes => contrainte écologique paradoxale (Ginsburger, 2023) : absence de marges de manœuvres + cumul des contraintes auxquelles elles font face
- La contribution des gestes individuels représente un quart de l'effort à fournir pour réduire les émissions. La transition ne saurait donc se réduire à un gouvernement des conduites individuelles (Dubuisson-Quellier, 2016)
- Il y a une nécessité d'action sur l'accessibilité financière de la transition mais aussi l'accessibilité en termes d'infrastructures, ce qui passe par un ciblage et un séquencement de l'action publique

Une relation claire mais complexe entre niveau de vie et émissions

 Moyenne des émissions par décile de niveau de vie et par localisation



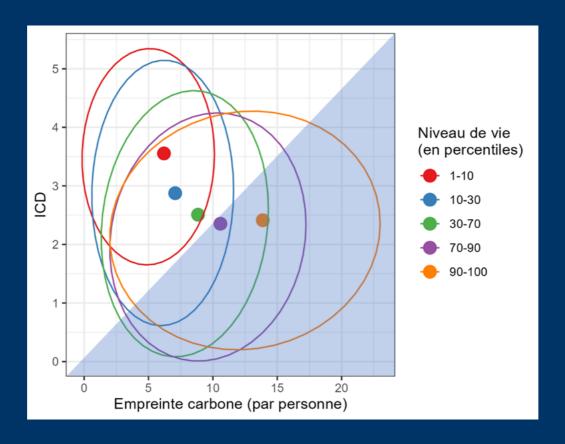
Graphique issu de Pottier, A., Combet, E., Cayla, J., de Lauretis, S. et Nadaud, F. (2020), « Qui émet du CO2 ? Panorama critique des inégalités écologiques en France », *Revue de l'OFCE*, n° 169, p. 73-132.

Source: Insee, BdF 2011

Champ : Ménages ordinaire résidant en France métropolitaine.

Lecture: En France en 2011, les ménages parmi les 10 % les plus pauvres vivant en zone rurale ont une empreinte carbone moyenne de 17,5 tCO2e.

L'élaboration d'un indice de contrainte sur la décarbonation (à partir de Bdf, Insee, M. Ginsburger)

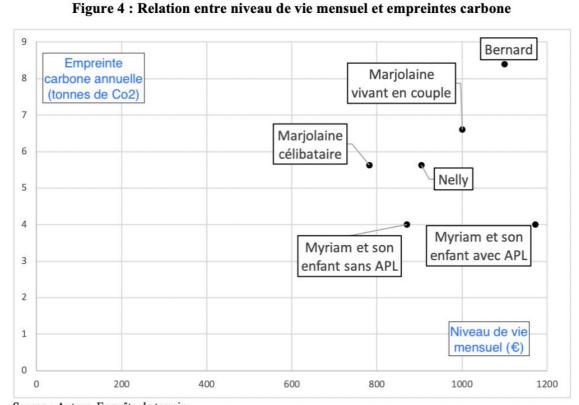


Source : INSEE, BDF 2017 Champ : Ménages ordinaires résidant en France métropolitaine $(N\!=\!12\,081)$

Note: ICD = Indice de cumul des Contraintes sur la Décarboncation. Empreinte carbone exprimée en Tonnes équivalent CO2. Estimation de l'empreinte carbone par personne réalisée à partir des calculs de Pottier, Eguienta et Combet ([2024], Uncertainty in allocating carbon footprint: The case of French households, *Working Paper*).

Lecture : Les points représentent la position moyenne des différentes tranches de niveau de vie. Les ellipses représentent la concentration de 80% des ménages de cette tranche

Méthode 3 : ethnocomptabilité croisée avec la mesure de l'empreinte carbone



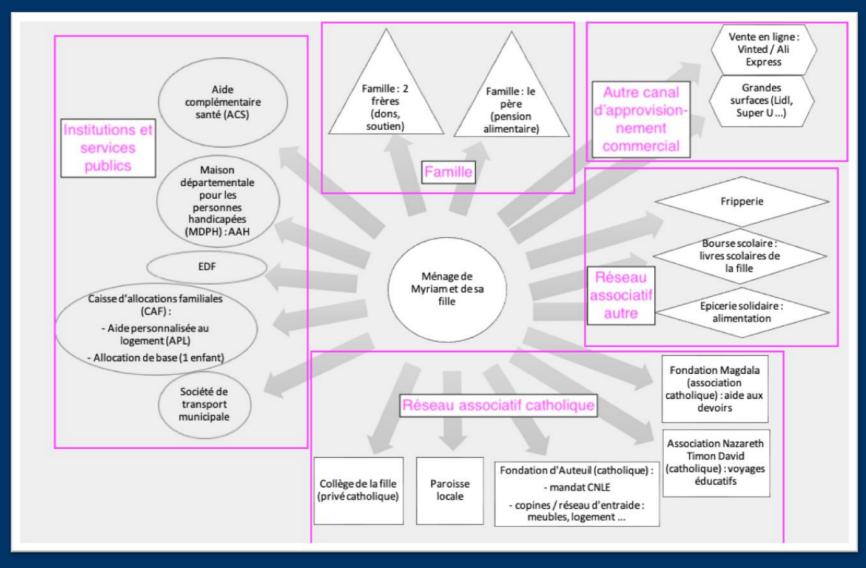
Source : Auteur, Enquête de terrain.

Lecture: Nelly a un revenu disponible mensuel de 904 € et une empreinte carbone de 5,6 tonnes de CO₂ annuels. Le niveau de vie est défini comme le revenu disponible divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage (échelle d'équivalence OCDE : 1 unité de consommation pour le premier membre adulte, 0,5 pour tout adulte supplémentaire, et 0,3 pour tout autre membre de moins de 14 ans).

Source : Enquête de terrain, 2022-2023, calculs de l'auteur.

Les classes populaires face au mur de la transition

Insertion associative de Myriam



Source : Enquête de terrain, Printemps 2023.

Analyse des principaux postes de dépenses contraintes (M. Lelièvre)

- Logement : rénovation thermique centrée sur les propriétaires, nécessité d'agir sur / avec les <u>locataires</u> (notamment du <u>parc privé</u>)
- Transports: absence d'accessibilité financière ou géographique (pistes cyclables, Insee Occitanie) aux alternatives, élaboration d'une stratégie multimodale centrée sur les transports en commun et mobilité avec séquencement des mesures, attention spécifique aux zones rurales peu denses

Pour un verdissement crédible et équitable : séquencer et cibler l'action publique

- Faustine Régnier insiste sur les différences sociales quant à la capacité de s'approprier les normes du programme national nutrition santé.
- Son travail souligne l'importance des clivages autour de la consommation de viande (rouge) aussi problématique d'un point de vue écologique que valorisée par des ménages populaires.
- Notre société a donné accès de manière large quoique non uniforme à des modes de vie dont la remise en cause est appelée par les impératifs de la transition écologique.
- La transition ne prive pas, de la même manière, les ménages issus de groupes sociaux différents : elle est susceptible d'ôter une liberté d'arbitrage dans la définition de ses modes de vie à ceux qui disposent déjà de marges de manœuvres réduites.

Pour un verdissement crédible et équitable : séquencer et cibler l'action publique

- I Joan Cortinas s'intéresse au renchérissement prévisible du prix de l'eau et montre que la raréfaction et la gestion sociale de cette ressource seront un des enjeux majeurs d'une transition socialement juste.
- Il montre que l'augmentation actuelle et prévue des tarifs de l'eau dans un contexte de pénurie hydrique structurelle nécessite l'instauration de mesures compensatoires afin d'assurer la disponibilité du service pour les ménages à faibles revenus et raccordés aux réseaux d'eau.

Messages principaux

- Il n'y a pas plus injuste et inéquitable que de ne pas faire la transition
- Le constat de l'impasse de la responsabilisation individuelle : les classes populaires face au mur de la transition
- Pour sortir de cette tension, il faut séquencer et cibler l'action publique
- Prendre en compte les situations actuelles, anticiper les problèmes à venir, redonner à la réponse à la pauvreté et aux inégalités la définition d'un contrat social